

LE PARTAGE DES COMPÉTENCES LOCALES

Depuis le 1^{er} janvier 2002, le pouvoir d’administrer et de gérer la Ville était partagé entre le conseil municipal et les conseils d’arrondissement. L’entrée en vigueur, le 1^{er} janvier 2006, de la *Loi sur l’exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations*, redéfinit le pouvoir d’administrer la Ville de Montréal. En introduisant les notions de compétences d’agglomération et de compétences locales, on circonscrit les pouvoirs du conseil municipal et des 19 conseils d’arrondissement aux décisions associées aux compétences locales. Ce partage signifie que 20 instances, en excluant le comité exécutif, agissent sur le territoire de la Ville dans des domaines qui relèvent tantôt de l’autorité du conseil municipal, tantôt de l’autorité des conseils d’arrondissement. Voici le partage des compétences locales inhérentes à la gestion de la Ville, selon les domaines énoncés dans la *Charte de la Ville de Montréal*.

Tableau

Résumé des compétences, des pouvoirs et des obligations respectifs des arrondissements et des services corporatifs

Arrondissements	Services corporatifs
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Urbanisme - adoption de tous les règlements relatifs à son territoire selon la procédure de consultation publique prévue à la <i>Loi sur l’aménagement et l’urbanisme</i>. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Urbanisme - élaboration du plan d’urbanisme de la ville résiduaire et encadrement assurant la conformité des arrondissements à ce plan; protection du patrimoine bâti, des lieux publics et des immeubles municipaux.
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Conversion d’un immeuble en propriété divise - dérogation à l’interdiction de convertir un immeuble en propriété divise, afin de favoriser l’augmentation de logements disponibles. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Habitation - élaboration des politiques d’habitation; conception, planification opérationnelle et évaluation des programmes touchant les subventions résidentielles.
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Prévention en sécurité incendie et sécurité civile – participation et recommandation à l’élaboration des schémas de couverture de risques et de sécurité civile. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Prévention en sécurité incendie et sécurité civile - élaboration de la réglementation en matière de protection incendie, de nuisance et de salubrité publique.
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Voirie locale et matières résiduelles - entretien du réseau local, contrôle de la circulation et du stationnement; compétence en ce qui a trait à l’enlèvement des matières résiduelles, incluant les matières recyclables. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Environnement, voirie et réseaux - élaboration des programmes assurant la qualité de l’environnement; gestion du traitement des matières résiduelles.
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Développement économique local, communautaire, culturel et social - soutien financier aux organismes qui exercent une mission de développement local. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Développement économique, communautaire, culturel et social - élaboration du plan institutionnel de développement économique, culturel et social, : gestion des programmes de sécurité du revenu.
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Culture, loisirs et parcs - responsabilité à l’égard des parcs et des équipements culturels et de loisirs à vocation locale. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Culture, loisirs et parcs - élaboration d’une vision commune en matière de culture, de sports et de loisirs.